

CRISE AU LUXEMBOURG

04 octobre 2020 12:40; Act: 05.10.2020 09:59

Les communes s'inquiètent pour leurs finances

LUXEMBOURG – Une réunion entre des membres du gouvernement et le syndicat des communes a permis de remonter des inquiétudes liées à la crise économique.



Emile Eicher, bourgmestre de Clervaux et président du Syvicol, craint que les difficultés financières des communes s'aggravent. (photo: Editpress/Archives)

Une faute?

Signalez-la-nous!

Les communes ont peur que la crise sanitaire puis économique nuise durablement à leurs finances. Les membres du bureau du Syndicat des villes et des communes luxembourgeoises (Syvicol) ont rencontré cette semaine Xavier Bettel (DP), Premier ministre, et quatre de ses ministres pour évoquer l'impact de la crise. Les communes s'inquiètent pour leurs finances, détériorées ces derniers mois. Emile Eicher, président du Syvicol, a précisé dans un communiqué, publié vendredi, que les mairies étaient «sans nouvelles (de l'État) depuis le 8 mai, en ce qui concerne l'évolution des finances publiques».

WERBUNG

Les dernières prévisions établies avec l'État tablaient sur une perte de recettes de 420 millions d'euros. Ce chiffre avait été calculé en mai en tenant compte de la diminution des moyens alloués au Fonds global de dotation communale (FCGD) et de la baisse de la participation au revenu de l'impôt commercial. Mais l'absence de données plus précises «rend difficile l'établissement des budgets communaux 2020/2021», sachant que les réserves financières sont très différentes d'une commune à l'autre, note le Syvicol. Pierre Gramegna (DP), ministre des Finances, a tenté de rassurer en affirmant que la situation était «légèrement moins grave que prévu», sans plus de précision en raison des incertitudes qui planent toujours. Il a promis d'en dire davantage d'ici mi-octobre.

Emile Eicher, qui craint que les communes doivent se restreindre à l'avenir sur les investissements, a plaidé pour une refonte du système des subventions étatiques. Ce à quoi Taina Bofferding (LSAP), ministre de l'Intérieur, a répondu que la situation n'était «pas aussi dramatique que décrite dans la presse». Elle a aussi rappelé «la hausse du taux de base des subventions versées par son ministère de 35% à 40%».